

# LE COMBAT SYNDICALISTE

**CNT** MENSUEL DE LA  
Confédération Nationale du Travail



JUIN 2023/N° 482

2€

## PASSONS LE CAPITAL À LA CASSEROLE

### Zbeul partout



#### SOMMAIRE

#### ICI ET MAINTENANT p.3 à 16

- Le LAP doit rester autogéré  
Pétition p.3
- Populariser le combat des lycées professionnels  
Luttons contre une éducation au rabais p.4
- A quoi les travailleur-ses sont iels employé-es ?  
Perdre sa vie à faire gagner les patron-nes p.6
- Grève, blocage, Macron dégage!  
Récit d'une journée à Ganges p.8
- La Savoie, terre antifasciste  
Chambé, Chambé, Antifa ! p.10
- De l'eau, pas des puces!  
Contre les entreprises polluantes qui s'accaparent l'eau p.13
- Les casseroles, ça ne sert pas qu'à cuisiner  
Entre mépris et répression p.15

#### INTERNATIONAL p.17 à 21

- Espagne p.17
- Mayotte p.18

#### CULTURE p.22 à 23

- Babylone
- 12 heures pour l'anarchisme

**Vous trouverez sur le site Internet [www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org), toutes les coordonnées pour contacter un syndicat par branche ou par section géographique. Voici les adresses par région.**

**Bureau confédéral**  
**17 avenue de Gaulle**  
**26200 Montélimar**  
**06 52 17 93 54**  
**mél : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)**

### 1 Alsace

Union régionale CNT c/o  
 Lucha y Fiesta  
 BP 30017 67027  
 STRASBOURG CEDEX 1  
 09 52 91 12 14 alsace@  
 cnt-f.org

### 2 Aquitaine

Syndicats Gironde 36, rue  
 Sanche-de-Pomiers, 33000  
 Bordeaux  
 06 95 52 69 71  
 ul33@cnt-f.org  
 Syndicats régionaux PTT  
 Aquitaine, BP 80099, 33704  
 Mérignac

Culture Aquitaine 36,  
 rue Sanche-de-pomiers,  
 33000 Bordeaux

### 3 Auvergne

Union locale CNT  
 Salle Poly, place Poly,  
 63100 Clermont-Ferrand

### 4 Bourgogne Franche Comté

Syndicat intercorporatif de  
 Saône-et-Loire  
 et de la Nièvre  
 19 rue du pavé  
 71290 Cuisery,  
 CNT 21  
 6b rue Musette  
 21000 Dijon  
[http://www.cnt-f.org/\\_cnt-interco-21\\_.html](http://www.cnt-f.org/_cnt-interco-21_.html)  
 06 01 22 17 94

### 5 Bretagne et Pays de la Loire

Union régionale CNT  
 BP 30423, 35004 Rennes  
 CEDEX  
 06 34 98 30 72  
 bretagne@cnt-f.org

### 6 Centre

CNT Centre  
 13 rue Pierre Fournier  
 41600 Lamotte-Beuvron  
 cnt-centre@cnt-f.org

### 7 Champagne- Ardennes

Syndicats CNT Marne  
 BP 90009,  
 51201 Epernay CEDEX

### 8 Franche-Comté

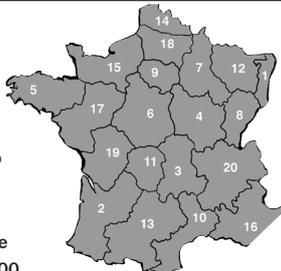
Syndicats  
 CNT Doubs  
 c/o CESL, BP 121, 25014  
 Besançon CEDEX cnt-  
 doubs@cnt-f.org

### CNT Jura

Sur la Roche  
 39370 Les Bouchoux

### 9 Île-de-France

Union régionale CNT  
 33, rue des Vignoles, 75020  
 Paris 01 43 72 95 34  
 br.rp@cnt-f.org



### 10 Languedoc Roussillon

Union régionale CNT  
 6 rue d'Arnal 30000  
 Nîmes

### 11 Limousin

Union locale Limou-sin  
 6, rue de Gorre,  
 87000 Limoges,  
 cnt87@cnt-f.org

### 12 Lorraine

Union régionale CNT  
 ur.lorraine@cnt-f.org  
 UD CNT Moselle  
 5, place des Charrons,  
 57000 Metz  
 ud57@cnt-f.org

### 13 Midi-Pyrénées

Union régionale CNT  
 33 rue Antoine Puget,  
 31 200 Toulouse  
 Tél 07 81 10 63 66  
 midipyrenees@cnt-f.org

### 14 Nord-pas-de-Calais

Union régionale CNT 32,  
 rue d'Arras, 59000 Lille  
 03 20 56 96 10  
 ur59-62@cnt-f.org

### 15 Manche

Syndicat CNT Manche  
 cntmanche@cnt-f.org  
 facebook.com/cnmanche

### 16 PACA

CNT-STICS 13 c/o 1000  
 bâbords 61, rue Consolat  
 13001 Marseille

### 17 Pays la Loire

voir Bretagne

### 18 Picardie

Voir avec Nord-pas-de-Calais

### 19 Poitou-Charentes

Union régionale CNT  
 20, rue Blaise-Pascal,  
 86000 Poitiers  
 05 49 88 34 08

### 20 Rhône-Alpes

Union régionale CNT  
 44, rue Burdeau  
 69001 Lyon

# Hommage aux camarades

## Des nouvelles du front Ukranien

**T**rois militants, se réclamant de l'anarcho-communisme, qui combattaient aux côtés des Ukrainiens dans la région de Bakhmout, sont morts le 19 avril, et le 28 avril dernier.

Dimitry Pétrov a été tué en Ukraine par l'armée russe le 19 avril 2023 dans des circonstances non connues au moment de l'écriture de ces lignes.

Il était un militant anarcho-communiste et antifasciste russe, aussi connu sous divers pseudonymes et membre de l'organisation B.O.A.K (Boyevaya organizatskiya anarkho-kommunistov, qui a revendiqué notamment des sabotages dans les chemins de fer russes). Il était aussi un historien et un anthropologue. Il a écrit de nombreux textes sur la résistance Kurde.

Finnbar Cafferkey a été tué en Ukraine par l'armée russe le 28 avril 2023 dans des circonstances non



connues au moment de l'écriture de ces lignes.

Le militant écologiste et libertaire irlandais Finnbar Cafferkey, était très connu dans son comté d'origine de l'Ouest irlandais, l'île d'Achill dans le comté de Mayo. Le gouvernement irlandais (centre droit) à exprimé sa sympathie à la famille, ce qui a entraîné une réponse russe disant que cela pouvait être considéré comme un acte de belligérance de l'Irlande envers la Russie. Des milliers d'Irlandais réclament maintenant le renvoi de l'ambassadeur russe en Irlande.

Tous deux avaient combattu Daech au sein des YPG kurdes il y a quelques années.

Dans un hommage publié à son égard sur le site de la Rhizome House, un centre social anarchiste à Cleveland qu'il a d'ailleurs aidé à fonder, on apprend que le 3ème, l'Américain Cooper Andrews, a été tué à Bahktmout, aussi, en défendant la "route de la vie", une artère vitale utilisée pour mettre les civils à l'abri. Sa famille s'efforce toujours de récupérer sa dépouille et ses ob-



jets personnels du champ de bataille. Elle a créé un Fonds commémoratif permettant d'aider financièrement la Rhizome House et les autres projets dont Cooper faisait la promotion.

« Entre nos mains, il y a un monde à gagner et un combat qui exige de grands sacrifices. Pour nous et tous ceux et toutes celles qui sont confrontés à l'ombre de l'agression fasciste, il n'y a que la victoire ou la mort. L'amour et la lutte ».

Cooper Andrews, mars 2023, dans un texte adressé à son ami alors qu'il combattait en Ukraine.

*Groupes de travail Europa et Amériques*



# Le Lycée autogéré de Paris doit rester autogéré !

## Pétition

**D**epuis 40 ans, le Lycée autogéré de Paris (LAP) offre une alternative au lycée traditionnel au sein de l'Éducation nationale : il est aujourd'hui menacé dans son fonctionnement par le Rectorat de Paris qui veut le placer sous l'autorité d'un chef d'établissement et briser son projet d'origine.

Nous, élèves, parents d'élèves, membres de l'équipe pédagogique, ami-es et soutiens du Lycée autogéré, refusons la mort annoncée d'un projet qui a fait ses preuves et attire aujourd'hui de plus en plus de lycéens et de lycéennes souhaitant reprendre en main leur scolarité.

### ■ Une initiative pour « changer l'école »

Le Lycée autogéré de Paris est né en 1982 : grâce à la volonté du ministre Alain Savary de favoriser l'expérimentation au sein du service public d'éducation, un groupe d'enseignant-es et d'élèves militant-es s'est formé autour du projet de « changer l'école ». Installé depuis 1984 au 393 rue de Vaugirard, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le LAP, avec ses 240 élèves et ses 25 professeur-es, fonctionne de manière autonome et sans chef d'établissement : tous les membres du lycée se partagent responsabilités, tâches du quotidien et prises de décisions, en plus des activités pédagogiques. L'éducation à la démocratie y est ancrée dans la pratique quotidienne : élèves et professeur-es sont amené-es à exprimer leurs points de vue et à décider ensemble du fonctionnement collectif.

### ■ L'autogestion pour arriver à l'émancipation des élèves

Autogestion et coopération sont des principes fondateurs de la struc-

ture et ne peuvent exister que dans le cadre d'un espace de liberté pour les élèves. Ainsi, un des piliers du projet est la libre fréquentation des activités. Ce principe repose sur la présence volontaire des élèves : les absences ne sont pas sanctionnées et elles ne sont pas communiquées aux parents. Pour des élèves précédemment mis-es en échec, en rupture, en souffrance dans le système scolaire, ces principes sont indispensables à leur retour à l'école, à leur reprise de confiance et, plus fondamentalement, à leur épanouissement et à leur émancipation.

### ■ Le rectorat et l'autorité

Depuis quarante ans, ministres et recteurs, aux idées politiques et pédagogiques diverses, se sont succédés en confirmant l'intérêt et l'utilité de ce projet d'autogestion au sein de l'Éducation nationale. Pourtant, en juin 2022, le Recteur de l'Académie de Paris a refusé de renouveler la convention qui depuis 2010 encadrait le statut dérogatoire du lycée et permettait ce fonctionnement alternatif : suite à une évaluation sommative, rédigée sans critères ni aucune période d'observation, le rectorat remet en question le fonctionnement autogestionnaire du LAP, notamment le principe de libre fréquentation et l'absence de hiérarchie, et veut placer le collectif sous l'autorité de la proviseure du lycée de rattachement Jean-Lurçat.

Cette attaque s'inscrit dans un contexte plus général de remise en question des lycées alternatifs, et plus globalement, de casse du service public d'éducation : tous les établissements scolaires publics, du primaire au secondaire, subissent des baisses drastiques de moyens et des fermetures. L'attaque du projet

fondateur du LAP, qui vise à rentabiliser et à normaliser son fonctionnement, met en péril son existence même : elle est emblématique d'une politique de destruction de nos services publics, de notre système de retraites, de nos capacités à prendre en mains nos biens collectifs et nos existences.

Pour que le LAP puisse continuer à exister en toute autogestion, pour que d'autres expériences éducatives émancipatrices puissent se développer et garantir leur pérennité au sein de l'Éducation Nationale, soutenez-nous en signant et en faisant circuler cette pétition !

CNT STE

Pour retrouver la pétition sur [change.org](https://change.org), tapez « Pétition le lap doit rester autogéré » sur un moteur de recherche.

#### Directrice de la publication

Marie-Pierre Aiello

N° de CPPAP : 0623 S 0651

#### Rédaction

combat-syndicaliste@cnt-f.org

CS c/o CNT Stics 13

c/o 1 000 Bâbords

61, rue Consolat 13001 Marseille

#### Administration

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

#### Abonnements

cs-administration@cnt-f.org

C/O CNT 18 Avenue de Sierre

07200 Aubenas

Impression sur papier certifié

PEFC **Imprimerie Étoile** Za Sainte

Anne 61190 Tourouvre

*Les tâches amenant le Combat syndicaliste dans votre boîte aux lettres sont effectuées par des syndiqué.es après leurs journées de travail. Toutes vos idées d'articles sont les bienvenues. Le bouclage se faisant aux environs du 15, il est important que vos articles arrivent à la rédaction quelques jours avant, le plus tôt possible, cela évite le stress. Merci à tou-tes !*

# La casse du travail continue

Luttons contre une éducation au rabais dans les lycées pro !



**A** l'heure où la question des retraites et de la pénibilité des carrières longues occupe l'espace public, le gouvernement est en train de précariser parmi les plus précaires d'entre nous: les lycéen·nes de la filière professionnelle sous statut scolaire.

Les annonces du gouvernement pour la filière sont dans la droite lignée du reste de sa politique: on paye les patrons pour faire leur taff de formation et les stagiaires, tout comme les allocataires du RSA, travailleront à pas cher ou pour rien, sans cotiser ni pour les retraites, ni pour le chômage, ni pour rien. Cette non-rémunération du travail a des conséquences pour toutes et entraînent une dévalorisation globale des salaires dans tous les secteurs concernés.

C'est pourquoi nous appelons tous

les syndicats de la confédération à s'emparer de ce sujet dans leur intersyndicale locale ou en AG interpro et au-delà, car la lutte pour l'enseignement professionnel est forcément interprofessionnelle !

## ■ Populariser le combat des lycées professionnels

Les lycées professionnels et la formation professionnelle sous statut scolaire subissent une attaque d'ampleur de la part du gouvernement, après avoir déjà subi deux réformes négatives (bac pro en 3 ans en 2000, réforme Blanquer en 2018). L'objectif du gouvernement est de détruire le lycée professionnel, créé en 1949 pour justement libérer la formation professionnelle de l'emprise patronale et de développer uniquement la voie de l'apprentissage.

La ministre déléguée à l'enseigne-

ment professionnel (sous la double tutelle du ministère de Travail et de l'Éducation nationale), Carole Grandjean, a déjà annoncé quatre éléments « socles » de sa réforme :

❑ Augmentation de 50 % des périodes de stages pour les élèves de terminale bac pro et CAP, et ceci au détriment du temps scolaire, qui permet d'émanciper les élèves de la tutelle du patronat et de leur offrir des connaissances théoriques et techniques au-delà d'un secteur, et d'une entreprise particulière

❑ Ouverture et fermeture des filières en fonction des bassins locaux d'emploi afin de répondre aux besoins du patronat pour les métiers dits en tension; alors qu'ils ont à leur disposition tout un dispositif de formation continue, qu'ils sous-utilisent pour former les travailleur·euses

(parce que de l'argent, il y en a, dans les caisses des OPCOs - opérateurs de compétences)

- ❑ Négociation avec le patronat local à l'échelle des établissements de la place des enseignements
- ❑ Développement de l'apprentissage au sein des lycées professionnels.

De manière rapide et certainement incomplète, nous pouvons déjà annoncer les conséquences de cette politique.

Pour les personnels des lycées professionnels, ce sont des dizaines de milliers de suppressions de postes, la fermeture totale d'établissements et de certaines formations si taux d'employabilité trop faible.

Pour les collègues, ce sont des mutations et des reconversions forcées, une augmentation du travail administratif pour la gestion des stagiaires et de leur gratification...

Pour les élèves, c'est encore plus désastreux ! Ils et elles perdent le choix, déjà contraint, de leur orientation et voient la qualité de leur formation gravement diminuée. Ils et elles ne seront formé-es que pour



# INSTRUIRE POUR RÉVOLTER

**CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**  
**FÉDÉRATION DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE L'ÉDUCATION**

[www.cnt-f.org/fte](http://www.cnt-f.org/fte)

être immédiatement rentables pour le patronat. Iels seront aussi plus jetables car moins polyvalent-es et autonomes, ce qui les obligera à repartir en formation via leur CPF -compte personnel de formation, parce qu'encore une fois, il ne faut rien attendre quant au partage du trésor sur lequel sont assis les OPCOs.

Enfin, la possibilité de poursuivre des études supérieures va presque disparaître du fait de la réduction toujours plus grande du nombre d'heures d'enseignement, entre autres pour les matières générales. Pour rappel, les lycées professionnels accueillent 30 % des lycéens et lycéennes et permettent une meilleure insertion professionnelle que l'apprentissage. D'ailleurs, plus de temps en entreprise, c'est davantage d'inégalité en fonction des réseaux familiaux de l'élève, davantage de discrimination raciste, sexiste et contre les personnes en situation de handicap.

Cette réforme a aussi des conséquences pour le monde du travail. C'est prendre le risque d'une plus grande pression sur l'emploi et les salaires. C'est aussi prendre le risque de tensions du fait de l'accueil de nouveaux collègues moins bien formé-es avec une charge de travail plus importante pour les salarié-es devant combler ces manques. C'est aussi accueillir de nouveaux collègues formé-es uniquement dans l'intérêt du patronat sans avoir accès aux enseignements en lycées pro où nous travaillons sur l'histoire ouvrière, les droits des salarié-es...

Il nous apparaît donc que cette lutte est importante car des militant-es de la CNT s'y investissent avec énergie et permettent d'ailleurs une visibilité notable de la CNT. Mais cette lutte dépasse le monde de l'éducation. C'est pour nous une lutte interprofessionnelle qui porte en elle des enjeux de sociétés et des enjeux de lutte des classes.●

CNT FTE

# CNT

**CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**

**Bureau confédéral**  
**17 avenue de Gaulle**  
**26200 Montélimar**  
**06 52 17 93 54**

[www.cnt-f.org](http://www.cnt-f.org) - Mèl : [cnt@cnt-f.org](mailto:cnt@cnt-f.org)  
**Combat Syndicaliste**  
c/o CNT Stics 13  
61, rue Consolat 13001  
Mèl : [cs-administration@cnt-f.org](mailto:cs-administration@cnt-f.org)

# A quoi les travailleur-euses sont-iels employé-es ?

Perdre sa vie à faire gagner les patron-nes

**G**âce à l'expérience professionnelle et/ou des lectures assidues, comme tant de camarades, il est facile de prétendre que la richesse créée vient essentiellement du travail. La valeur ajoutée par le travail EST la richesse. Partant de ce postulat, c'est donc le travail qui fournit « la croissance » (la richesse produite) si chère aux capitalistes. Mais ces derniers, voient ça sous un tout autre angle d'approche bien sûr. Et dans les fait c'est toujours le patron qui se gave et les salarié-es qui raquent.

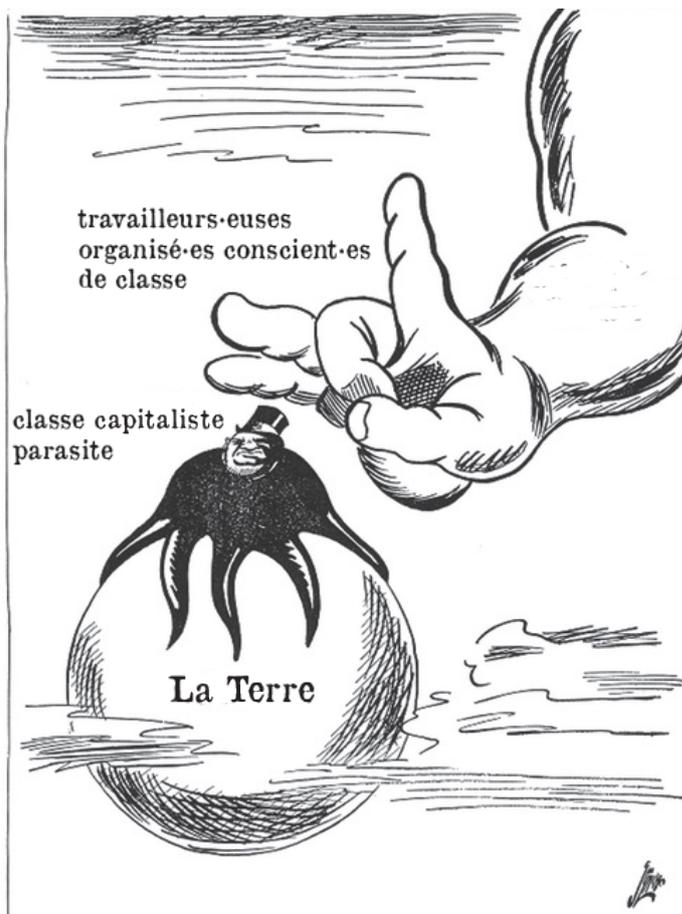
Pour les capitalistes, la croissance, c'est essentiellement les profits tirés de la valeur-ajoutée (répétons-le, par le travail), c'est-à-dire la différence entre les coûts (salaires, biens immeubles, remboursement des actionnaires) et les ventes (un service, des produits). D'ailleurs en analysant quelques phrases de leur discours, iels se contredisent pour se justifier de leur bon droit envers ce système d'exploitation en affirmant par exemple que « la croissance c'est l'emploi ! ». Donc c'est bien l'emploi qui crée la richesse. Pour arriver à cette croissance, les capitalistes salarient (achètent du travail) et vendent des marchandises : iels dégagent un profit, ils gagnent des « points de croissance » comme iels répètent. Et voilà comment on

se casse les reins et le dos pour leur compte. Notre travail est acheté le moins cher possible, et donc plus la marge des profits s'agrandit. Et ce encore plus s'iels peuvent vendre plus cher la production qui est, répétons-le jamais assez, créée par le travail. Ils se donnent ainsi toujours le bon rôle : « c'est nous qui avons

Iels se justifient et se défendent grâce à des paroles comme « *idée initiale et créatrice, anticipation* » et le fait qu'iels sont les premier-ères à se positionner sur un marché avec un nouveau produit, service ou autre. Certain-es déposent des brevets pour qu'un autre ne profite pas à leur dépend de leur trouvaille. Ou des grandes firmes partent sur des produits existants qu'elles font évoluer. Elles se concurrencent et à la fin, comme c'est souvent le cas, celle qui vend moins cher gagne le marché. Tous les jours le marketing vend ça : « *petits prix imbattables, le moins cher, etc.* ». Mais dans les faits c'est sur le dos du-de la salarié-e que le-a patron-ne casse d'abord le prix en l'achetant au plus bas ! Puis brise sa vie avec des plans de licenciements, des fusions-acquisitions ou des délocalisations. Car c'est le moteur essentiel de l'activité économique capitaliste : vendre, grossir en avalant le concurrent, puis vendre, puis grossir, etc.

## ■ Le salariat, c'est de l'exploitation légalisé !

Et le-a salarié-e dans tout ça ? Iel se vend (à crédit car le patron paye à la fin du mois travaillé comme chacun sait) au capitaliste qui fixe la valeur marchande du travail par un foutu salaire, souvent ajusté par des conventions avec l'État (salaire minimum, cotisations diverses). Mais c'est le capitaliste qui tient toujours les reines. Dans le jar-



créé de l'emploi, innové, investi, créé de l'activité économique, etc. ». Vu sous cet angle, ce sont elleux qui se donnent l'air de faire tourner le monde en somme, les bons samaritains quoi. Et donc que la croissance viendrait d'elleux ...

gon populaire on dit « *iel est à son compte* ». Quel doux euphémisme ! En affirmant cela on cautionne donc le fait qu'être à son compte, c'est ne plus être exploité-e et que les salarié-es travaillent pour le compte du seul patron ! C'est juste l'inconscient qui parle en fait mais rares sont ceux qui y prêtent attention. Rien qu'en entendant « *je suis à mon compte !* », il est sensé de dire qu'au final le travail crée la richesse, et pas du tout le propriétaire. En fait, en disant ça, iel veut juste se dire « *je ne suis plus exploité-e !* », car un-e travailleur-euse salarié-e ne travaillera jamais pour son propre compte.

Le-a patron-ne, lui ou elle, organise le système à son profit et utilise (« *emploi* ») des collaborateurs pour son propre bénéfice, c'est à dire le compte de son entreprise. Iel n'ouvrira jamais ses livres de compte aux salarié-es histoire de montrer la vraie santé financière de sa boîte par exemple... La seule chose qu'iel crée, c'est un nom de domaine, une activité de départ et des prêts bancaires (je passe sur le fait qu'un banquier puisse créer quelque chose de tangible à part des nombres et du papier) pour du matériel. La richesse induite, ce sont ensuite les travailleur-euses qui la créent et ça, c'est tangible comme une marchandise ou un service. C'est indéniable et ir-réfutable.

D'autre part, le-a patron-ne ne le dit jamais mais et iel rêvera toujours de remplacer les salarié-es par des machines. Ça va plus vite, ça tombe très peu malade, ça ne se syndique pas et ça ne se met jamais en grève. Car le salaire, c'est un coût et quand il se justifie en disant « *mais j'ai créé de l'emploi* » c'est juste un hypocrite car son intérêt c'est de produire à moindre frais. Donc avec le moins de main d'œuvre possible, en augmentant la productivité et les cadences, en demandant de faire plus d'heures supplémentaires et en rallongeant le temps de travail. Iel pro-

fitera aussi de la concurrence entre les travailleur-euses, les immigré-es et les désoccupé-es pour baisser les salaires ou faire du chantage à l'emploi. Et il peut aussi arriver qu'iel se plaigne de payer trop d'impôt pour les assisté-es, la sécurité sociale, l'assurance chômage et les retraites (tout ce que les exploité-es avaient réussi à récupérer de l'exploitation via les bourses du travail, mais qui a été volé ensuite par l'État et le patronat). Mais on ne l'entend pas pleurnicher quand iel touche des subventions publiques ou des facilités fiscales ! Les plus malin-gnes d'entre elleux ont bien compris qu'avec du chômage on peut accentuer la pression sur les salarié-es et faire jouer la concurrence entre les travailleur-es. Les plus pingres, en voulant moins d'impôt, prennent éminemment plus de risques pour leur tête : qu'on sucre, comme iels le voudraient, la soupape sociale que représentent les diverses solidarités économiques sociales (déjà bien maigres) et la misère s'amplifierait. Et on serait obligé de se vendre pour n'importe quel boulot pour survivre, ou mieux : se décider à mettre les exploitateur-euses dehors et faire tourner l'activité nous-mêmes et autrement.

### ■ État, patronat, salariat : des horizons dépassables !

C'est pour ça que dans son ensemble, le système capitaliste est contre-productif au niveau social et que la propriété privée et le salariat ne sont qu'un vol manifeste mais légalisé. Pourtant iels mettront toujours en avant le bien-fondé de ce système partout dans leurs médias. En infantilisant, en déresponsabilisant le monde du travail pour le mener à sa botte et en faisant du salariat la seule issue professionnelle possible. Et c'est pour ça que le travail entretient l'État-répressif et sa clique de privilégié-es. Ce monstre de pouvoirs justifie ainsi son rôle de redistribution par l'impôt mais cau-

tionne en fait toujours l'exploitation salariale et la propriété privée des moyens de production. Or il suffirait simplement de révolutionner le système de production, de consommation et d'échanges pour être enfin libéré de tous ces voleurs : l'État, le patronat, le salariat.

Sans concurrence ou monopole abusif, la vie sociale et productive serait tout autre. Par exemple on peut aisément imaginer que sans les concurrences mesquines entre les États, le profit et les brevets, la crise sanitaire aurait été bien plus tôt, plus efficacement, et plus solidairement vaincue, grâce à une coopération des travailleur-euses de tous les continents. L'exemple de l'informatique montre que c'est possible. Une firme capitaliste états-unienne transnationale domine le marché depuis fort longtemps. Mais une autre logique que mercantile a vu le jour et a développé sa plate-forme par une mise en commun des ressources humaines, techniques et matérielles, librement. Des personnes ont collaboré au projet en écrivant des programmes gratuitement, dans un but commun et alternatif et qui s'améliore sans cesse par l'agrandissement de la communauté et des idées novatrices qui viennent s'y greffer. Pas de patron-nes, pas de salarié-es, seulement des travailleur-es-développeur-euses. Pas de profit, pas de barrières nationales, rien que de la coopération et de l'entraide. Qu'est-ce que l'État peut taxer ? Rien car il n'y a pas de rapport marchand ni de propriété privée patronale ! Les travailleur-euses sont enfin utiles à eux-mêmes et non utilisés par un-e patron-ne ! Où tout le monde est logé à la même enseigne et sans hiérarchies. Sans que cela profite à quelques un-es ●

Raymonde Barge,  
CNT Jura

# Grève ! Blocage ! Macron dégage !

Zbeul partout

**C**ommuniqué de militant-es de la CNT 30 suite à la venue de Macron à Ganges le 20 avril 2023

Après un déplacement bien mouvementé en Alsace, Macron s'est rendu ce jeudi 20 avril dans un collège à Ganges, village situé dans les Cévennes héraultaises. Des milliers de manifestant-es venant de l'Hérault et de nombreux départements voisins ont décidé de l'accueillir par un concert de casseroles afin d'exiger le retrait de la réforme des retraites injuste, infâme, mais pas seulement... La CNT 30 était présente, bien représentée et bien visible.

Durant des années, les politiques n'ont su que nous diviser, mais aujourd'hui ce personnage méprisant réussit à nous réunir, syndiqué-es, étudiant-es, paysan-nes, Gilets Jaunes, retraité-es, pour dire d'une seule voix que chacun de ses déplacements ainsi que ceux de ses ministres serait désormais rythmé par un concert de protestations.

La veille, déjà, des banderoles donnaient le ton : « *Macron dégage* », « *Le Roi affame le peuple* » pouvions nous lire sur les banderoles suspendues aux balcons des habitant-es.

La journée a été marquée par un arrêté préfectoral ridicule interdisant de faire usage de « dispositifs sonores portatifs » ou émanant de véhicules non dûment autorisés, ainsi que par un déploiement extravagant de forces répressives de l'État. Ces dernières ont procédé à des fouilles arbitraires : l'un des agents de la gendarmerie mobile a ainsi violemment attrapé par la capuche de son blouson l'une de nos cama-



rades de la CNT 30 passant avec le drapeau de notre organisation et un mégaphone. Au même moment, un groupe de la CGT passait le barrage et au travers de la fouille. Tout cela n'a pas empêché les deux milliers de manifestant-es de chanter à Macron que « *Louis XVI, Louis XVI, on l'a décapité ! Macron, Macron, on peut recommencer !* ». Le ton était posé.

Dès le matin, un premier barrage est très vite pris d'assaut : des manifestant-es ont fait reculer le dispositif composé de quelques gendarmes sur une cinquantaine de mètres, dans une rue perpendiculaire à la grande place de la mairie. Des manifestant-es bien déterminé-es, criant d'une seule voix « *Et nous aussi on va passer en force !* ». Les forces répressives ont fait usage de grenades

lacrymogènes, « du gazage en veux-tu en voilà... », mais le vent a finalement gazé les gendarmes, contraints de se replier...

Par la suite, divers barrages ont été forcés, très rapidement des heurts ont éclaté, des bras de fer entre manifestant-es et forces répressives, des coups de boucliers, des coups de gazes à bout portant d'un côté ; de l'autre, de très nombreux jets d'œufs, de pommes de terre, le tout dans une ambiance plaisante et solidaire.

Tout au long de la journée, des manifestant-es se sont organisé-es en divers petits groupes dans le but de trouver une faille au dispositif militaro-policiier pour permettre un face à face avec Macron. Des slogans ambitieux ont fusé, dont un prenant la



forme d'une critique de droite de la police : « *Policier, assisté ! Trouve-toi un vrai métier !* ».

Entre-temps, la CGT a revendiqué deux coupures de courant, l'une à l'aéroport de Montpellier et l'autre dans le collège Louise-Michel de Ganges, où Emmanuel Macron était venu discuter d'éducation.

La journée s'est terminée sur un rond-point de Ganges, rappelant le mouvement des Gilets jaunes : syndiqué-es, retraité-es, Gilets jaunes, paysan-nes, étudiant-es et de nombreux jeunes, se sont retrouvés pour bloquer l'axe par lequel Macron devait passer pour repartir. Opération réussie et populaire auprès des automobilistes, sans oublier ce moment mémorable où le conducteur d'un camion de pompiers a arraché des mains d'un camarade son drapeau de la CNT et l'a brandi en le faisant flotter de sa fenêtre. Opération réussie surtout car le Président

serait resté bloqué sur place durant plus d'une heure...

L'appel au rassemblement lancé par diverses organisations syndicales (CNT, CGT, SUD Solidaires...), par des Gilets jaunes, des étudiant-es, des retraité-es, des paysan-nes, toutes et tous opposé-es à la réforme des retraites, venant de l'Hérault et des départements limitrophes, a fleuri sur de nombreux réseaux sociaux. Le mot d'ordre « *Macron est à Ganges le 20 avril, allons le chercher !* » a attiré non seulement des milliers de manifestant-es mais aussi de nombreux médias (chaînes de télé, radios, presse écrite...). De nombreux-euses manifestant-es ont été interviewé-es. La détermination des manifestant-es a également attiré l'attention de la presse et des médias étrangers, dont les images ont été relayées à travers de nombreux pays.

Nous retiendrons de cette journée la solidarité incroyable des com-

merces, bars, boulangeries, pharmacie, etc, et des habitant-es de Ganges. Très rapidement tout s'est auto-organisé : tentatives de trouver un passage ou de forcer un barrage, blocages de ronds-points pour empêcher Macron de partir... Même si c'est courant, ce qui l'est moins c'est que ça a duré comme ça pendant 5 heures et toujours dans un même très bon état d'esprit.

Et dans tout ça, pas de Macron en vue... Dès son arrivée, il avait déclaré que « *les œufs et les casseroles, c'est pour faire la cuisine* » et qu'il ne comptait pas aller à la rencontre des « *résistant-es* ». Une blague complètement nulle qui, en réalité, masque sa vraie défaite : le fait est que Macron est si détesté qu'il ne peut plus aller à la rencontre des manifestant-es.

Non c'est non ! Grève ! Blocage ! Macron dégage !

CNT 30

**CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**



**CNT 30**

cnt.30@cnt-f.org  
 www.cnt-f.org/30  
 07.68.34.32.20

 @cnt\_30
  @cnt30gard
  @cnt\_gard

# La Savoie, terre antifasciste ?

## Chambé, Chambé Antifa

**A**u-delà des slogans, force est de constater que l'extrême-droite n'a jamais réussi à s'implanter durablement dans nos territoires, du moins institutionnellement. Le Pen père a tenté, fin des années 80, de faire un pèlerinage annuel à Saint-Béron, mais après quelques anicroches des camarades avec le DPS (« Département Protection Sécurité », le service d'ordre du FN puis du RN), il a abandonné l'idée.

Depuis, l'extrême-droite est revenue à ses fondamentaux, l'action violente. Sont évidemment ciblés ses adversaires politiques (antifas, syndicats, gauchos...) et toute personne n'ayant pas la bonne couleur.

Après une période relativement calme (en gros 1995-2015), on a vu ressurgir la bête immonde. Dans les urnes, d'abord, puis dans la rue avec l'assassinat de Clément Méric.

La réponse a été rapide sur Chambéry, avec la création du concert sans frontières à la mémoire de Clément. La CNT 73 a été présente tant dans l'orga avec des militant-es impliqués-es, que dans le soutien financier et matériel, aux collages et table de presse, et même sur scène avec les camarades de Dubamix. Parallèlement a émergé un groupuscule facho, « Edelweiss Pays de Savoie », qui n'a pas tardé à agresser ses opposants : d'abord des personnes isolées quittant nos actions (concerts...), puis dans l'attaque du concert de rentrée de la Fédération Anarchiste au bar Le Petit Verdun de la camarade Gigi. Bilan (entre autres) : un militant CNT avec 30 jours d'ITT (blessé par la triplex du faf François D.), une plainte des fachos au comico



local facho redécoré

pour agression et « une rixe » selon Le Dauphiné libéré (quotidien régional, propriété du Crédit Mutuel), dont un « journaliste » n'hésitera pas à dire devant nous que « le fascisme n'a jamais tué personne ».

Dans la foulée, Edelweiss se fond dans le « Bastion social » avec ouverture d'un local, vite redécoré par des artistes anonymes (ci-dessus).

Comme ailleurs, le local a été loué sous un faux nom et pour des motifs bidons (« les petits savoyards », défense de la culture et des produits savoyards). Local qui servait surtout à préparer les actions violentes, comme l'agression de supporters lors de la coupe du monde de foot 2018.

Leur local relativement vite fer-

mé et le Bastion dissous, les idées restent, les bonshommes aussi, c'est très viriliste chez ces gens-là et Edelweiss revient. Avec organisation d'un tournoi de foot néo-nazi avec, sinon la bienveillance, tout au moins le laisser-faire de la mairie (tendance Wauquiez), agression d'un jeune aux lacets rouges (à 4 contre un et avec couteau, dont François D., ce qui permettra à Mediapart de faire son article sur les nazis dans l'armée – François D. écoperà de 6 mois fermes), dégradation des locaux du PCF et du local autogéré de l'Insolente...

Parallèlement, aux alentours de Chambéry se monte un club de mortards aux idées plus que dégueulasses, les *Bad Ass*, dans lequel on



Tags bas du front et croix gammées approximatives sur les locaux du PCF



...et du local autogéré L'Insolente.

retrouve des membres d'Edelweiss. Des gilets siglés Bad Ass ont été vus lors de l'agression d'une personne racisée au Carré curial. On retrouve dans les *Bad Ass* un certain François D.

Edelweiss pays de Savoie semble devenir inactif mais ses membres restent et continuent d'agresser.

On les voit tourner autour de toutes les manifs ou rassemblements progressistes : lors de la première marche des fiertés avec encore François D. et Franck C. portant un T shirt « *Fieri di essere fascisti* ». La

Maison des associations est taguée de slogans homophobes. La police, complice, préfère contrôler les copains en charge de la sérénité de la marche mais pas les cinq gugusses qui tendent le bras droit.

La Cocarde étudiante se monte à l'université de Savoie, des étudiants sont agressés (Technolac, début mars). Un concert néo-nazi est organisé par François D. autour de Chambéry fin février 2023, avec son groupe « *Boots and Creepers* ».

Et lors des journées contre la réforme des retraites, ils sont présents

et suivent certain-es militant-es avec insultes et menaces ( 07 mars 2023 ).

Enfin, sans que le lien ne soit avéré avec l'extrême-droite, 3 voitures sont incendiées sur le parking de la Maison des syndicats, des tags et symboles complotistes sont retrouvés sur les murs. Le Dauphiné libéré, dans toute sa justesse journalistique, parlera de « *voitures qui prennent feu* ».

Ce n'est pas nouveau pour la CNT, mais l'extrême-droite n'a rien de





Le fameux François D.



Véhicules incendiés devant la maison des syndicats.

social, elle est complice du capitalisme, protégée en ça par une police aux ordres. Ce que font ces groupuscules à petite échelle ne sont que les prémices de ce que nous prépare la droite, de Ciotti à Zemmour.

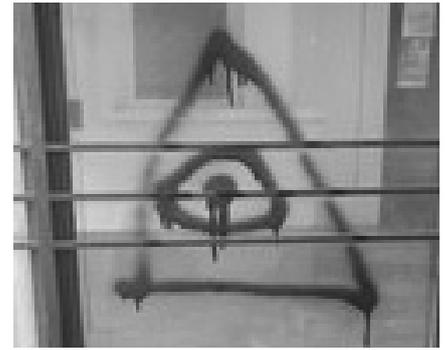
Plus que jamais, il nous faut être vigilant-es et déterminé-es.

SIAMO TUTTI ANTIFASCISTI ! ●

*Ludo, CNT interco Savoie*

PS : articles de Mediapart, du Daubé, Marianne... dispo sur demande. Et des infos ici : <https://fr-fr.facebook.com/ReseauAntifascisteSavoie/>

PPS : mardi 28 mars, on a sorti la Tocarde étudiante de la manif.



# De l'eau, pas des puces !

Contre les entreprises polluantes qui s'accaparent l'eau

**P**lusieurs collectifs ont appelé à manifester samedi 1er avril en direction des industries les plus polluantes de la "cuvette grenobloise", en particulier de celles qui s'accaparent l'eau. La CNT 38 soutient cet appel qui correspond à notre vision de l'écologie... et du travail !

Car nous sommes pour le travail qui permet de construire localement une production décidée collectivement, de faire les plans d'aménagement du territoire libéré des intérêts privés et spéculatifs, de démolir la mise en concurrence des personnes et des territoires, de démonter l'idée échafaudée par les élites selon laquelle nous ne serions pas capables de nous organiser sans chef. Bref, un travail à l'absolu opposé de celui qui est imposé dans les entreprises telles que STMicroelectronics ou Soitec.

Nous reproduisons ici des extraits de ces appels.

## ■ Appel de SStopMicro

Rappelez-vous cet été dans la cuvette grenobloise, la canicule était mortelle, on a atteint 43°C à certains endroits. Dès le 7 juillet, le préfet de l'Isère plaçait plusieurs secteurs en « *Alerte niveau 3 : le dernier niveau avant celui dit de crise.* »

La cuvette grenobloise, ce sont aussi des entreprises hautement énergivores et polluantes (pas moins de 19 usines classées Seveso), ainsi que le premier pôle européen des nanotechnologies. Ce secteur est spectaculairement gourmand en eau : pour nettoyer une seule plaquette de silicium, sur laquelle sont gravés des

circuits électroniques, il faut lui envoyer 1 700 litres d'eau pure.

L'entreprise la plus néfaste dans le coin, c'est STMicroelectronics à Crolles. Non contente d'être classée site Seveso seuil haut, à cause de l'utilisation de 20 000 tonnes de produits chimiques par an, parmi lesquels certains extrêmement dangereux : ammoniac, chlore, hexafluorure etc., elle remporte conjointement la palme de la plus grande consommatrice d'eau et d'électricité de la cuvette. La consommation d'électricité de l'usine de Crolles équivaut à celle de 139 000 Grenoblois-es. Quant à l'eau, même en période de sécheresse, STMicro et son voisin Soitec, nos deux producteurs locaux de puces, bénéficient de dérogations pour continuer à consommer leurs 16 800 m<sup>3</sup> quotidiens d'eau potable.

Une consommation en constante augmentation, censée atteindre les 29 000 m<sup>3</sup> quotidiens à l'horizon 2023-2024... L'équivalent de 700 000 douches par jour ! Une dilapidation pas prête de s'arrêter quand on sait que l'Europe ambitionne d'atteindre les 20% du marché mondial d'ici 2030 : la production de puces est en effet un enjeu de souveraineté industrielle et militaire. [...]

Mais le pire dans tout ça, c'est que ce pillage de nos ressources en eau potable se fait avec le soutien des pouvoirs publics et des élu-es de tout bord qui voient dans ces entreprises de nanotechnologies le fleuron local, permettant à celles-ci de puiser l'eau de nos nappes phréatiques sans restriction. C'est tout un système

économique et politique qui autorise cette captation d'une ressource pourtant commune et vitale.

## ■ Extrait du journal *Le Postillon* n°67 et 68 sur l'Ultra-méga bassine de STMicro <sup>1</sup>

Fin octobre, des milliers de militants et élus écolos se sont mobilisés contre les méga-bassines à usage agricole dans les Deux-Sèvres. Le parallèle avec la situation locale nous a frappés : ici personne ne s'est mobilisé contre le « *plus gros investissement industriel depuis les centrales nucléaires* », l'agrandissement de l'usine STMicro à Crolles, annoncé en grande pompe cet été. Pourtant cet industriel pille bien plus d'eau qu'une méga-bassine : dans un an ou deux, la consommation annuelle des usines de puces du Grésivaudan équivaldra à 16 méga-bassines de Sainte-Soline ! Alors que les élus écolos soutiennent toujours ce pillage de l'eau, bingo : de simples habitants entament une mobilisation. [...]

La néo-députée EELV Cyrielle Chatelain, nouvelle coqueluche de l'Assemblée nationale, y est aussi allée de sa prise de position virtuelle sur le réseau social d'Elon Musk : « *La mobilisation contre les #bassines est indispensable. Ce qui se joue à #Sainte-Soline nous concerne tou-tes. C'est le combat pour le respect et le partage de la ressource en eau, la lutte contre son accaparament [sic] par une agriculture productiviste.* » Quant au sénateur toujours EELV Guillaume Gontard, il n'a pas non plus reculé devant un tweet engagé : « *Soutien ! #eau #bien-commun #TransitionAgricole.* »

Quelles prises de position courageuses ! Ce qui est curieux, c'est que les mêmes étaient présents cet été pour la venue de Macron à Crolles, lors de l'annonce de l'extension de l'usine de STMicro et des 2,3 milliards d'euros d'argent public investis dans « *le plus gros investissement industriel depuis les centrales nucléaires* ». À l'époque, aucune mobilisation en vue, ni blabla sur le « non-sens écologique et la fuite en avant ». Au contraire, Éric Piolle ( maire de Grenoble, membre d'EELV ) avait trouvé cette annonce « *réjouissante* », et les députés écolos avaient fait un communiqué pour « *saluer cette annonce qui renforce notre souveraineté industrielle* ».

Où est la logique ? Cela signifierait-il que STMicro pomperait moins d'eau que la méga-bassine de Sainte-Soline ? Raté : cet ouvrage, le « *plus gros actuellement en chantier* », selon les opposants, a pour but de stocker 650 000 m<sup>3</sup> sur une année. STMicro et Soitec, les deux industriels des puces prévoient eux d'utiliser « *29 000 m<sup>3</sup> d'eau par jour à l'horizon 2023-2024* », notamment parce que le nettoyage des plaques de silicium consomme énormément d'eau.

C'est-à-dire qu'en 22 jours de fonctionnement normal, les deux usines du Grésivaudan vident la méga-bassine de Sainte-Soline. Soit une consommation annuelle 16 méga-bassines par an !

[...] Extrait du rapport d'activités 2020 de la régie des eaux : « *Certains travaux sont encore à réaliser dans l'urgence pour subvenir aux besoins des industriels (STMicroelectronics à Crolles et Soitec à Bernin) en répondant à la demande à très court terme. La sur-sollicitation des installations et l'absence de secours de cet approvisionnement augmentent les risques de rupture d'eau avec des impacts importants pour le territoire et même au-delà.* »

[...] Selon les propres chiffres de

STMicro (déclaration environnementale de 2021), 20 000 tonnes de produits chimiques sont utilisés chaque année sur le site de Crolles, un chiffre qui pourrait doubler dans les prochaines années avec l'augmentation de l'activité. L'eau ultrapure entre en contact avec la quasi-totalité de ces 20 000 tonnes et se fait donc polluer par des acides fluorhydrique et sulfurique, des métaux lourds (tungstène, titane, tantale...), de l'ammoniac, de l'aluminium, du cuivre, de l'arsenic, etc. La nature du polluant dépend de la partie du processus de fabrication dans laquelle l'eau intervient.

Voilà donc notre précieux bien commun joliment salopé. STMicro ne peut pas rejeter ses effluents pollués directement dans l'Isère, comme cela se fait dans d'autres pays. Ici, on est en France, et donc il y a des normes, des seuils, pour permettre à l'industrie high-tech de saloper l'environnement tout en respectant la loi. Il faut donc que l'eau sortant des usines à puces soit dépolluée.

C'est le rôle de la station de traitement des effluents liquides (STEL) de l'usine, qui est en train d'être doublée d'une deuxième unité pour faire face à l'augmentation de l'activité et, donc, de l'eau ultra-impure. [...] En gros, il s'agit toujours de rajouter d'autres produits qui neutralisent les contaminants, puis d'autres qui les font précipiter pour ensuite les faire décanter. Les boues produites dans les décanteurs sont évacuées par camions dans des bennes, une partie (les biologiques) pouvant servir comme engrais, l'autre (les physico-chimiques) très contaminée, notamment par des métaux lourds, étant incinérée.

Ces processus finaux permettent à l'eau polluée de passer en dessous des seuils de pollution définis par la DREAL. Pour la com' de STMicro, en réponse à nos questions, tout va bien car « *100% des effluents sont traités conformément aux réglementations en vigueur et il n'y a aucun rejet dans la*

*nappe phréatique* ».

Effectivement, les effluents sont tous rejetés dans l'Isère par un seul tuyau caché à l'aplomb de l'usine. Ils sortent directement dans l'eau, impossible de voir leur couleur... ST-Micro a choisi Crolles non seulement pour l'incalculable ressource d'eau pure qu'offre le bassin grenoblois, mais aussi pour l'extraordinaire évacuation que lui offre une rivière comme l'Isère. Au passage, la rivière est un peu « réchauffée » par ces rejets, à environ 25 ou 27°. [...]

Tout en respectant ces seuils, l'eau rejetée par STMicro est donc encore très polluée. Après toutes ces mesures et contrôles, elle est dite de « *qualité rivière* », une manière de dire qu'elle n'est pas potable – et a priori même pas baignable. [...]

Les récentes révélations sur l'importante pollution de la nappe phréatique de Grenoble par l'usine chimique Arkéma montrent que même en respectant les « seuils » définis par arrêté préfectoral, les rejets industriels peuvent rendre impropre à toute utilisation agricole ou de loisir une eau d'excellente qualité naturelle. Des pollutions infinitésimales répétées pendant des années peuvent pourrir un milieu physique, des polluants rejetés dans les rivières passant dans les nappes (les deux étant poreux). Il y a aussi le phénomène de bioaccumulation, soit l'accumulation dans les êtres vivants, de prédateur en prédateur, des substances toxiques. Tous ces risques ne feront que se multiplier avec l'augmentation de l'activité à venir de ST-Micro... De quoi apporter de l'eau au moulin des contestataires. ●

UL 38

1: [www.lepostillon.org/Ultra-mega-bassine-de-ST-Micro-a-quand-un-soulevement.html](http://www.lepostillon.org/Ultra-mega-bassine-de-ST-Micro-a-quand-un-soulevement.html)

# Les casseroles, ça ne sert pas qu'à cuisiner

Entre mépris et répression

**N**ous retranscrivons ici un tract distribué lors de la manif du 1er mai par les camarades de Grenoble.

On connaît l'adage : « *la démocratie, c'est "cause toujours..."*, *la dictature, c'est "ferme ta gueule"* ». Entre mépris et répression, Macron nous fait, encore, du « en même temps ».

Causez toujours, les syndicats, avec vos manifs massives, vos arguments économiques et sociaux implacables, vos « contrepropositions », votre unité inébranlable, vos piquets de grève et vos journées d'actions qui finiront, évidemment, par « s'essouffler », après 4 mois de grèves marathon.

Fermez vos gueules les manifestant-es, à coup de LBD, de grenades de désencerclement à la TNT, d'arrestations préventives, de dissolutions d'associations écolo repeintes en « écoterroristes », de réquisitions de grévistes, d'amendes et de coups de matraques...

Une moitié des mécontent-es à l'hôpital, l'autre moitié au tribunal, histoire que la troisième moitié rentre à la niche, c'était déjà la méthode utilisée pour enterrer les Gilets jaunes. Les grosses ficelles sont

celles qui cassent le moins.

Puisque la vérité est révolutionnaire et que les faits sont têtus, la « pédagogie » du gouvernement a fini de discréditer sa réforme inique. Hormis quelques menteurs ministériels rémunérés, plus personne n'ose se planquer derrière « la dette que nous allons laisser à nos enfants » pour défendre le braquage de nos retraites par une poignée de DRH à la solde de la bourgeoisie. À l'instar de la dernière prix Nobel d'économie, Esther Duflo, les travailleuses, les travailleurs, chômeuses, chômeurs, précaires, étudiant-es, retraité-es solidaires, chacun et chacune est convaincu-e que cette réforme se fait sur le dos des plus pauvres, et le dos des plus pauvres, après 40 ans de flexibilité managériale, ne peut plus plier sans rompre.

## ■ Pourtant, la situation est excellente...

La situation est excellente car les dernières illusions ont définitivement disparu. Démocratie, suffrage universel, état de droit, justice indépendante, séparation des pouvoirs, dialogue social, unité nationale, intérêt général... Tout le

décorum républicain bourgeois a été passé au karcher par la macronie pour ne laisser, sous nos yeux désormais ouverts, que les rapports bruts qui structurent notre bonne vieille société capitaliste : les rapports de classes. Le conseil constitutionnel vient encore de montrer à quel point le sommet de l'État et de la bourgeoisie se sont radicalisés. Ils ne comptent plus rien laisser aux travailleurs et aux travailleuses, sans même faire semblant de leur concéder quelques miettes. Quand il s'agit de défendre les intérêts des dominants, le pouvoir peut passer de la démocratie à l'autocratie, les anarcho-syndicalistes l'ont toujours dit : la preuve est faite.

## ■ L'État contre la société

Reste un pouvoir politique isolé, calfeutré, contraint d'éviter toute possibilité de rencontre avec le quidam à chacun de ses déplacements. Alors que Macron gesticule pour essayer de « tourner la page » des retraites, ses ministres nous balancent leurs crachats contre les immigré-es et les allocataires du RSA pour essayer de nous diviser.



**CONFÉDÉRATION NATIONALE  
DU TRAVAIL — 38 UNION LOCALE  
DES SYNDICATS  
DE L'ISÈRE**

Adresse : BP 385, 38015 Grenoble Cedex 1 — Mèl : ul38@cnt-f.org — Tél. : 04 58 00 31 46  
Permanence tous les mercredis de 18h à 19h au 102 rue d'Alembert, Grenoble (téléphonez avant)

C'est la violence continue, un coup de force de plus dans une succession d'autres. Il renforce encore notre colère et vient confirmer une fois de plus la donnée la plus importante peut-être de ce mouvement : la lutte des classes est violemment de retour et c'est leur monde qui est en train de s'effondrer.

### ■ Le fascisme en coulisse

Presque 100 ans après, la célèbre citation de Gramsci décrit la situation présente avec une actualité mordante. « *Le vieux monde se meurt, le nouveau est lent à apparaître, et c'est dans ce clair-obscur que surgissent les monstres.* » Si le vieux monde n'entend plus rien nous laisser, il utilise désormais les armes des régimes autoritaires et réactionnaires.

Même si « les monstres » de l'extrême droite « officielle » ne sont pas formellement au pouvoir, l'extrême centre qui nous gouverne est en train de jeter les bases d'un régime où le fascisme affleure de plus

en plus distinctement.

Et dans la situation présente, il est clair que l'option fasciste constitue la porte de sortie idéale pour... la bourgeoisie. C'est cette bourgeoisie qui mettait Gramsci en prison et criait, en même temps, « *Plutôt Hitler que le Front Populaire!* ».

### ■ La société contre l'État

Le mouvement contre la réforme des retraites nous permet de prendre conscience de notre force, de renforcer nos liens et nos organisations syndicales. Il contribue aussi à reconstruire un imaginaire social puissant et la conscience désormais bien établie que, puisqu'il est toujours plus invivable, leur vieux monde, on n'en veut pas. On n'en veut plus. Ça n'est plus un slogan de manif, mais une conscience de classe qui reprend vigueur, se diffuse et s'accroît.

Nos conditions de travail pourries, nos salaires de misère, la casse toujours plus méthodique de nos ou-

tils de travail, de la sécu et de nos services publics, le harcèlement des personnes racisé-es, la guerre aux pauvres, aux chômeuses, aux chômeurs, toutes ces fatigues qui ne cessent plus de s'aggraver, on n'en veut plus !

### ■ Ils ne nous lâchent plus une miette, reprenons toute la boulangerie

L'augmentation conséquente des salaires et des minima sociaux, la réappropriation des caisses de la Sécurité sociale (retraite, maladie, chômage), des services publics, et leur gestion par et pour les travailleurs et les travailleuses, la diminution du temps de travail et l'abaissement de l'âge de départ à la retraite, la démocratie directe et l'autogestion partout où nous pouvons les instaurer. ●

UD 38



**PASSONS  
LE CAPITAL  
À LA  
CASSEROLE !**



## Espagne

# Face à la répression syndicale, solidarité avec les “6 de la Suiza”

**E**n 2017, une travailleuse de la pâtisserie « La Suiza » s’est tournée vers le syndicat CNT de Xixón (Gijón, Asturies), pour obtenir conseil et accompagnement dans une situation d’abus et de harcèlement de l’employeur, avec non-paiement des heures supplémentaires, impossibilité de profiter des vacances et une surcharge de travail pendant sa grossesse, ce qui a entraîné un risque d’avortement ayant entraîné un arrêt de travail.

S’en est suivie une période de tentative de discussion avec le patron, en utilisant toutes les voies légales possibles. La direction refusant de reconnaître les droits de la compañera, plusieurs rassemblements de protestation ont eu lieu. Un fichage des militant-es syndicaux-ales par les forces de police ont eu lieu et plusieurs personnes ont été arrêtées et des plaintes ont été déposées. Au total, ce sont trente personnes qui ont été poursuivies par la justice avec au

final huit personnes inculpées.

Enfin, le tribunal correctionnel numéro 1 de Gijón, dans un jugement rendu en juin 2021, condamne les huit militant-es poursuivi-es à un total de 25,3 ans de prison : trois ans et demi de prison pour sept d’entre eux et 8 mois pour un autre, pour les crimes de coercition et d’entrave à la justice. En outre, l’arrêt établit une indemnité de 150 428 € au profit de la pâtisserie La Suiza, déclarant le syndicat CNT en responsabilité civile subsidiaire.

Suite au recours déposé par la CNT, le TSJ [Tribunal Supérieur de Justice, ndlr] des Asturies a ratifié la peine de prison de six des huit syndicalistes condamné-es dans l’affaire « La Suiza ». La voie légale étant pratiquement épuisée, nos compañeras se rapprochent de plus en plus de l’obligation d’aller en prison. Pour cette raison, nous appelons les organisations syndicales, sociales, féministes, de quartier et politiques,

la population des Asturies et tous les soutiens internationaux à se mobiliser pour mettre fin à ces absurdités.

Face à leur injustice, notre solidarité : toucher à l’une d’entre nous, nous touche tous·tes

Une attaque contre l’un·e d’entre nous, est toujours une attaques contres tous·tes. Nous exprimons notre solidarité avec les camarades qui subissent la répression du patronat et de l’État, ainsi qu’avec les syndicats CNT ! ●

*UL Grenoble/SI*

Nous vous invitons à rejoindre la campagne de solidarité

En espagnol (castillan) :  
[www.cnt.es/noticias/cnt-hace-un-llamamiento-internacional-en-defensa-de-las-companeras-de-xixon/](http://www.cnt.es/noticias/cnt-hace-un-llamamiento-internacional-en-defensa-de-las-companeras-de-xixon/)

En français :  
[www.iclci.org/cnts-international-call-to-action-in-solidarity-with-xixons-workers-before-labour-day/#fran%C3%A7ais](http://www.iclci.org/cnts-international-call-to-action-in-solidarity-with-xixons-workers-before-labour-day/#fran%C3%A7ais)

## Mayotte

# Wuambushu

Un drame annoncé !

**A** Mayotte, entre colonialisme décomplexé et collaboration politique, une explication de la situation relayée par un travailleur de l'éducation.

« On s'est dit : on va être esclaves des Anjouanais et des Grands Comoriens, vaut mieux être esclaves des Français ». Cette phrase jetée cyniquement à la face des médias par la chatouilleuse Zeina Meress, est une bonne porte d'entrée pour tenter de décrire la situation incendiaire de l'île de Mayotte, 101<sup>ème</sup> département, « ovni juridique »<sup>1</sup> de la cinquième république qui fut arrachée à l'archipel des Comores au moment de son indépendance, pour la poursuite du projet colonial impérialiste français. Indépendance formelle dont bénéficieront en 1974, trois des quatre îles des Comores ( Ngazidja, Moheli, Ndzuwani) regroupées au sein de l'entité Union des Comores, à laquelle Mayotte fut séparée par annexion de la France et par violation du droit international. Cette domination de la France prend à cette date plusieurs aspects dont l'appui d'un narratif tribaliste anti-comoriens et pro-colonial diffusé hégémoniquement par le contrôle des réseaux héritiers du lobby colonial français dans l'Océan Indien. Avec parmi eux les poursuivants des milices « Soroda ».

### ■ Du tribalisme ou la fabrique du consentement...

Le mouvement « Soroda » désigne l'appellation mahoraise des soldats ou milices du MPM<sup>2</sup> (Mouvement Populaire Mahorais) créé en 1963

par le regroupement de personnalités politiques issues de sensibilités diverses. La gestion du parti MPM est ensuite de plus en plus encadrée par un lobby colonial parisien et réunionnais pour contrer des vellétés d'indépendance qui existaient alors à Mayotte. Mayotte point de départ de la colonisation de l'archipel comorien avait pourtant refusé d'adhérer à la constitution proposée au référendum du 28 septembre 1958 (l'adhésion à l'union Française sous la 5<sup>e</sup> République), mais à cette date les résultats avaient été comptabilisés globalement puisqu'ils allaient dans l'intérêt de la France contrairement aux consultations qui viendront ensuite et par lesquelles la France se permettra de s'emparer illégalement de Mayotte.

Le sentiment anti-comorien fut un levier sur lequel le MPM qui s'était d'ailleurs allié à l'Action Française de Pierre Pujo<sup>3</sup>, pouvait espérer mobiliser des Mahorais ayant mal vécu la réforme de la loi cadre-Defferre qui avait décentralisé l'administration de l'Archipel vers Moroni en 1958. Les leaders du parti MPM, instrument du colonialisme, pouvaient alors s'appuyer sur le réseau de militants du mouvement des « Soroda » ou soldats du MPM. La campagne pro-française dans les années 60 et 70, prendra alors des formes musclées et violentes avec les groupes « Soroda » des « bastonneurs » et des « chatouilleuses »<sup>4</sup> emmenés par Zeina Mderé. Intimidations, passages à tabac, viols et assassinats seront commis sur les Mahorais réfractaires à la France pour faire gagner la cause séparatiste. De nombreux Mahorais choisiront l'exil vers les autres îles,

pour fuir l'humiliation orchestrée par la Françafrique. Pour régner sans partage dans cette région, la France acheva de mettre en place le visa Balladur en 1995 pour sceller la séparation définitive entre les deux entités politiques distinctes, Mayotte et l'Union des Comores<sup>5</sup>. Le réalisateur Mohamed Saïd-Ouma, l'a bien expliqué : « Cette migration contrôlée a pour but de mettre fin à des pratiques millénaires, à une façon d'être. Nous sommes des îliens, mais en plus des îliens d'archipel, le rapport au voyage, au déplacement court par la mer ou très court est un rapport naturel. On est venu casser cela, les violences symboliques et concrètes engendrées par ce dispositif sont très fortes »<sup>6</sup>

### ■ Au séparatisme : description du fascisme ordinaire à ciel ouvert ...

Non seulement la séparation administrative de Mayotte était rendue effective par le visa Balladur, mais ce dernier allait aussi mettre fin à des échanges économiques plurimillénaires entre les îles des Comores. Un arrêt des échanges, synonyme d'un fossé creusé entre les deux espaces faisant de Mayotte un îlot de pauvreté ou le PIB par habitant est toutefois 8 fois supérieur à celui de ses voisins. Dans ce contexte, pour le ressortissant comorien ne disposant pas d'un statut privilégié<sup>7</sup> la démarche de demande de visa est longue avec des conditions d'octroi qui rendent sa délivrance hors de portée. « Elle aboutit très rarement à l'octroi d'un visa. Celui ou celle qui, bien que dépourvu-e

**CONTRE LA DEPORTATION DES  
COMORIENS PROGRAMMEE PAR L'ETAT FRANÇAIS A MAYOTTE**

 <p><b>MORONI</b></p> <p>★ <b>SAINT-DENIS</b></p> <p>★ <b>PARIS</b></p> <p>★ <b>MARSEILLE</b></p> <p>★ <b>LYON</b></p> <p>★ <b>NICE</b></p> <p>★ <b>NANTES</b></p>	<p><b>15 avril</b> 09h00 Rassemblement général Foyer des femmes</p> <p><b>16 avril</b> 12h00 - Place des droits de l'homme La Réunion - Saint Denis Champ Fleuri</p> <p><b>16 avril</b> 13h00 - Place de la République</p> <p><b>16 avril</b> 13h00 - Place du Vieux Port</p> <p><b>16 avril</b> 13h00 - Place Bellecour</p> <p><b>16 avril</b> 13h00 - Place Garibaldi</p> <p><b>16 avril</b> 13h00 - Place du Cirque</p>
---	--



contact : [csum.comores@gmail.com](mailto:csum.comores@gmail.com)

Diffusion :


















de visa, souhaite quand même venir à Mayotte n'a qu'une option : s'en remettre à la voie maritime et s'exposer à la mort<sup>8</sup>. Aujourd'hui le bras de mer séparant Mayotte d'Anjouan, d'une largeur d'environ 70 km, totalise plus de 20 000 morts !

Pour les survivants de la traversée, l'installation à Mayotte est encore une rude épreuve puisqu'ici encore l'État total y applique un droit dérogatoire à l'égard des étrangers et des mahorais également bien que la départementalisation ait été actée depuis 2011. Alors que l'État débourse en moyenne 4 fois moins pour un.e citoyen.ne mahorais.e par rapport à la moyenne nationale et que l'ensemble des dotations publiques ou des prestations sociales sont les plus faibles de l'espace français, il faut ajouter à cela des politiques et des pratiques anti-migrantes qui ont pour effet de créer une ségrégation sociale et spatiale à Mayotte. « Le droit des étrangers est traité à Mayotte sous l'angle de la lutte contre l'immigration irrégulière. Toutes les administrations concernées semblent converger vers cet objectif ultime. »<sup>9</sup>. L'accès au titre de séjour est biaisé par des attentes interminables, le droit à la sûreté des « étrangers » est quasiment inexistant du fait de l'omniprésence de la police aux frontières. Ses contrôles systématiques empiètent nécessai-

rement sur l'accès aux libertés individuelles et entravent les droits fondamentaux : le droit familial, le droit de se soigner ou de s'éduquer. À cette absence de droits, il faut déplorer la stigmatisation continue dont font l'objet les demandeurs et demandeuses de titres de séjour. Cela s'observe notamment à chaque mouvement social où les revendications exprimées portent davantage sur la lutte contre l'immigration que sur l'accès à l'égalité.

Le droit du sol qui désigne la possibilité d'un enfant né sur le sol français de choisir sa nationalité au moment de sa majorité, à la seule condition qu'il ait résidé plusieurs années en France avant sa demande, est largement remis en question à Mayotte. La loi asile et immigration de 2018 ajoute que l'enfant qui demande la nationalité doit aussi prouver que l'un de ses parents au moins résidait en France légalement depuis trois mois au moment de sa naissance. Gérald Darmanin envisage de durcir encore la loi, en allongeant le délai à neuf mois et en étendant la présence régulière sur le territoire aux deux parents. La restriction du droit du sol est loin d'être la seule exception au droit des étrangers à Mayotte. Les titres de séjour délivrés sur l'île ne sont valables qu'à Mayotte. Pour quitter le territoire, y compris pour se rendre

dans un autre département français, il faut obtenir un visa. Ces titres de séjour territorialisés font l'unanimité contre eux. La loi immigration de 2018 instaure une autre dérogation, moins médiatisée mais tout aussi révoltante selon les associations d'aide aux migrants. Elle concerne le DCEM, le document de circulation pour étranger mineur. Cette carte, valable cinq ans, permet aux mineurs qui n'ont pas la nationalité française de voyager. À Mayotte, on a restreint ce document de voyage aux seuls enfants nés sur le territoire mahorais. Il serait difficile d'énumérer exhaustivement en dehors des lois, les innombrables pratiques discriminatoires envers les étrangers qui existent dans les institutions ou les services publics de l'État. Cela va des entraves à l'accès à l'éducation par des pratiques illégales mais connues de tous par des personnels de mairie, ou encore à la mise en place des soins payants pour les migrants non affiliés à la sécurité sociale de Mayotte.

Nous déplorons aussi, la censure et l'orientation fasciste obsessionnelle qui manipule les revendications dans les AG, ou conseils d'administration systématiquement parasités par les personnalités parfois militantes ou souvent en lien avec les forces politiques partisans du discours fasciste à Mayotte !

## ■ Une île abandonnée au chaos

Face aux problèmes structurels et colossaux auxquels doit faire face l'ensemble de la société de Mayotte, l'immigration est désignée comme le bouc-émissaire idéal. Fabriquer l'ennemi, comorien-e ou étranger-e, dédouane l'Etat de ses responsabilités. Dans le narratif actuel, il s'agit pour les collectifs de Mayotte héritiers des « Soroda » d'accuser systématiquement les comorien-es ou étranger-es d'être à l'origine des violences observées dans l'île depuis une dizaine d'années. Ces violences prennent la forme d'attaques collectives et armées d'armes blanches par des jeunes contre les villages ou souvent contre les établissements scolaires, où des jeunes des villages voisins ou ennemis sont scolarisés. Dans ces cas encore, malgré l'inexistence d'enquête sérieuse sur la question, les forces politiques désignent systématiquement les « étrangers » comme coupables... Cela même alors que bien souvent les auteurs sont détenteurs de la nationalité française ! « Le traitement médiatique de ces violences est souvent partial et vise quasi-systématiquement les mineurs étrangers accusés d'en être les seuls auteurs. Cela génère des amalgames et une stigmatisation accrue des enfants étrangers. Cette stigmatisation est renforcée par les discours de certain-es responsables politiques et décideurs publics qui tendent à légitimer cette pensée. Ces propos violents contribuent à renforcer le climat particulièrement hostile envers les enfants considérés comme étrangers et gomme toute analyse approfondie des causes multifactorielles qui expliquent l'importance des taux de délinquance juvénile »<sup>10</sup> Un climat délétère alimenté par des collectifs tribalistes et violents qui souhaitent joindre la question

sécuritaire à l'expulsion massive des « clandestins » de Mayotte.

Pour répondre à cela, Le gouvernement français ne fait plus de mystère de son projet d'éradiquer les « sans-papiers » de Mayotte. Un dispositif exceptionnel de plus de 400 gendarmes sera envoyé en renfort aux éléments du Raid déployés sur l'île dans le cadre de la lutte contre la délinquance et en soutien à la Police aux frontières, pour mener la vaste opération d'expulsion jamais réalisée à Mayotte. Baptisée « Wuambushu », l'opération prévue à partir du 20 avril, vise officiellement à « Lutter contre l'immigration clandestine, éliminer l'habitat insalubre et démanteler les bandes » responsables de la violence qui a transformé Mayotte en une terre d'insécurité. Les premières réactions contre cette opération proviennent de Mayotte où des magistrats sont montés au créneau pour alerter sur une opération qui « ne laisse d'autres choix aux magistrats que d'être au service d'une politique pénale du tout répressif et expéditive, dans une ambiance de chasse aux sans-papiers et de potentielles émeutes (...) ». Fahad Idaroussi Tsimanda, Chercheur originaire de Mayotte au Laboratoire de géographie et d'aménagement de Montpellier (Lagam), estime que cela pourrait amener une accentuation de la vulnérabilité des personnes, qui sont déjà dans une situation d'extrême marginalité<sup>11</sup>. Dans son communiqué du 21 février, la section régionale du Syndicat de la magistrature se dit inquiète de l'instrumentalisation d'une « opération qui s'inscrit également dans un calendrier politique précis, guidée par une logique sécuritaire et démagogique ». Des journaux parmi les plus sérieux (le Canard-Enchaîné, Mediapart, le Monde) et les médias

de la région, font état de rapports cachés sur la situation structurelle alarmante à Mayotte et d'une faillite généralisée des politiques publiques menées par Paris notamment en direction de la jeunesse, ainsi qu'un manque de concertation. Malgré ces rapports accablants, Macron et son gouvernement s'entêtent à poursuivre leur politique sécuritaire dont les experts préviennent qu'elle ne fera qu'aggraver un climat déjà délétère avec des risques de déclenchement de guerre civile.

Pour toutes ces raisons et face à l'ignominie annoncée et à la récupération à des fins impérialistes des questions migratoires aux Comores, les militants CNT travaillant au Lycée du Nord d'Acoua à Mayotte tiennent à affirmer sa démarcation totale des forces politiques fascisantes qui se tairont ou soutiendront l'opération wuambushu ! Cette opération est rendue illégale par l'article 2 du protocole 4 de la convention européenne des droits de l'Homme interdisant formellement les expulsions collectives. Nous dénonçons l'attitude coupable et irresponsable d'une politique incendiaire qui ne fera qu'augmenter la détresse de la population entière de Mayotte. Par la même occasion, nous soulignons par cet article le caractère arbitraire de l'opération en dépit du discours officiel qui voudrait lui donner un caractère unanime. Dans une démarche internationaliste et solidaires des peuples opprimés nous réaffirmons notre engagement au côté de l'ensemble de la société de Mayotte contre une politique impérialiste ! Mayotte le seul territoire ou des forces répressives font 8000 km pour reconduire des familles à 70 km. NO PASARAN ! ●

*Relayé par le camarade Perego<sup>8</sup>*  
SI.

<sup>1</sup>. Terme employé par le juriste Thomas Msaidié

<sup>2</sup>. Mouvement Populaire Mahorais, créé en 1963 afin d'engager Mayotte pour le maintien sous le giron français et contre son accès à l'indépendance avec les trois autres îles comoriennes

<sup>3</sup>. Extrême droite monarchiste et colonialiste dont les fondateurs Maurice Pujo, le père de Pierre Pujo et Charles Mauras avaient été condamnés pour leur soutien au régime de Vichy et à sa collaboration avec l'Allemagne nazie

<sup>4</sup>. « Égérie du combat pour Mayotte française, le « commando des chatouilleuses » constitue un élément déterminant de l'activité du MPM du-

rant cette période », Le combat pour Mayotte française [1958-1976], Mamaye Idriss, Karthala p126

<sup>5</sup>. Edouard Balladur, qui compte sur les suffrages majoritaires pour parvenir à son élection, instaure le 18 janvier 1995 l'obligation de visa pour tout Comorien de l'Union des Comores entrant à Mayotte. Entre Mayotte et le reste de l'archipel des Comores, à la frontière géographique et administrative s'ajoute alors une frontière policière.

<sup>6</sup>. Cité par Africultures : <https://africultures.com/vi-sa-balladur-12783/>

<sup>7</sup>. Ce sont les élus, les universitaires, les journalistes et les bi nationaux

<sup>8</sup>. La Cimade : <https://www.lacimade.org/quelques-elements-danalyse-visa-balladur/>

<sup>9</sup>. Mariama Osbert, Le traitement dérogatoire en droit des étrangers à Mayotte Mémoire préparé sous la direction de Mr. Serge Slama, 2018-2019.

<sup>10</sup>. UNICEF : Opération d'ampleur à Mayotte : observations et recommandations, 31 mars 2023

<sup>11</sup>. Article de Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/france/120423/mayotte-les-expulsions-massives-vont-accentuer-la-vulnerabilite-des-migrants-!>



Kougou, Mayotte : destruction du bidonville Talus 2,

# Théâtre au 33

## Babylone ou le rêve managérial

**L**a mobilisation contre la réforme des retraites a permis à nombre de gens de réfléchir sur le sens du travail. Une contribution à cette réflexion par le théâtre, organisée au siège confédéral par les camarades du 94.

En plein dans la lutte contre la réforme des retraites, la pièce *Babylone ou le rêve managérial* présentée à l'initiative du syndicat CNT-ETPICS 94 a recentré le débat sur le travail et sur le traitement infligé à la « ressource humaine ».

La qualité de la représentation – organisation de la salle, occultation des fenêtres, gradins, éclairages – et la pertinence du propos ont servi de base à un riche débat et à des contacts prometteurs.

Le syndicat se doit de remercier encore la compagnie pour les efforts déployés pendant plusieurs jours pour la mise en place de la pièce. Aux camarades qui, à cause de la fatigue accumulée durant cette période, n'ont pas pu assister à cette « avant-première », l'auteur-interprète Maurici Macian-Colet et l'ensemble de l'équipe offriront une seconde chance au Théâtre de l'Épée de Bois, à la Cartoucherie du bois de Vincennes de Paris, les 15, 16, 17, 18, 22, 23, 24 et 25 juin 2023.

### ■ Note d'intention de la compagnie des sbires sibériens

En 2019 se tenait le procès France Télécom, première traduction en justice d'une entreprise du CAC 40 accusée d'avoir organisé une poli-

tique systématique de harcèlement moral. 22 000 postes à supprimer en trois ans sans s'embarrasser de plans sociaux et d'indemnisations ; résultat partiel de l'opération : 35 suicides entre 2008 et 2009. La condamnation de l'entreprise (aujourd'hui rebaptisée Orange) et des responsables de la firme à l'époque a été – il faut le dire – purement symbolique. Sandra Lucbert va plus loin dans son livre consacré à cette affaire (*Personne ne sort les fusils, Seuil, 2020*) en affirmant que « le procès France Télécom n'a pas eu lieu ». Procès historique ou parodie de justice, une inculpation si peu ordinaire devant un tribunal aura eu tout de même le mérite qu'on reparle dans les médias de ce cas paradigmatique de management sauvage. Paradigmatique, disons-nous, parce qu'aucunement exceptionnel : la Poste, la SNCF, EDF, Aéroports de Paris ou Renault ont connu et connaissent encore de nos jours des pratiques très similaires.

Le procès France Télécom comme rappel de l'affaire est sans doute l'un des événements déclencheurs de l'écriture de *Babylone*. L'autre a été le harcèlement moral subi par une personne de notre entourage chez un prestataire de Renault, advenu à peu près à la même époque (2019) et dont cette personne n'a échappé que très récemment, par un départ à l'amiable obtenu grâce à l'intervention d'une avocate.

Avec *Babylone*, nous n'avons pas souhaité incarner une victime directe de ce harcèlement institué, ni

un bourreau complètement cynique des ressources humaines. Nous avons voulu imaginer un petit manager, rouage essentiel de la machine, bourreau (car ce mot lui correspond mieux qu'au PDG ou au responsable RH) mais victime aussi, d'une certaine manière et à son insu, de cette machine.

*Babylone* n'a pas vocation à être le miroir fidèle de la réalité sociale qui l'a inspiré. Notre pièce traduit une idée fantasmée du monde de l'entreprise en construisant un récit qui se rêve, par moments, une réécriture très libre et managériale des *Liaisons dangereuses*, et à d'autres moments, un chapitre des *Vies parallèles de Plutarque*, qui comparerait Valmont le manager et son modèle Alexandre de Macédoine.

*Babylone*, dans le contexte très particulier que nous avons décrit, est l'histoire d'une immersion graduelle dans l'horreur et la paranoïa. Valmont, notre petit manager, fait à son avocate un rapport des faits de plus en plus inquiétant au fur et à mesure que ses souvenirs prennent la forme du cauchemar. À aucun moment pourtant notre personnage ne renoncera à la logique implacable de son discours – performatif de par la nature même de son métier – car, comme il le dit lui-même, il tient par-dessus tout à ce qu'on comprenne qu'il est, avant toute chose, un homme « raisonnable ». ●

ETPICS 94

## ABONNEZ-VOUS AU COMBAT SYNDICALISTE

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de  30 € (soutien),  22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM ..... PRÉNOM ..... ADRESSE .....

.....

PROFESSION ..... MAIL .....

Chèque à l'ordre du *Combat syndicaliste* à renvoyer à *Combat syndicaliste* C/O CNT 18 Avenue de Sierre 07200 Aubenas

Si vous souhaitez qu'un.e ami.e s'intéresse au CS ou si vous avez vraiment trouvé merveilleux ce numéro, mais que vous n'avez pas la possibilité de vous abonner tout de suite, alors lisez bien ceci :

**durant 3 numéros, nous vous abonnons gratuitement.** Il vous suffit de remplir le bon ci-dessus et de cocher cette case.

Toutes ces offres d'abonnement valables uniquement en France métropolitaine.

Nous contacter pour l'étranger. L'offre d'abonnement pour 3 numéros gratuits valable une seule fois par personne (même nom, même adresse). Bonne lecture.



ABONNEMENT  
GRATUIT



**Le samedi  
3 juin 2023**

# 12 heures POUR L'ANARCHISME

autour des documentaires de Tancrède Ramonet : **NI DIEU NI MAÎTRE**

<b>9h30 Accueil Café-Thé</b>	<b>16h-16h30 : Pause</b>
<b>10h -11h30 : La volupté de la destruction (1840-1914) -70'- Débat avec Anne Steiner, Francis Pian</b>	<b>16h30-18h : Les réseaux de la colère (1965-2012) -70'- Débat avec Frank Mintz, Hugues Lenoir</b>
<b>11h-12h30 : La mémoire des vaincus (1911-1945) -70'- Débat avec Claire Auzias, Karine Snepmac</b>	<b>18h-19h : Débat autour de la censure : Tancred Ramonet : association ACRIMED, Norbert Devermelle</b>
<b>12h30-14h30 : Déjeuner organisé et autogéré par les Lapiens</b>	<b>19h-20h30 : Pause repas organisée en autogestion par les lycéennes et les lycéens du LAP</b>
<b>14h30-16h : Des fleurs ou des pavés (1944-1968) -70'- Débat avec René Berthier, Jean-Pierre Patin</b>	<b>20h30-22h30 : concert : ACHAB</b>

**au Lycée Autogéré de Paris**  
393, rue de Vaugirard - 75015 - Paris  
Métro / tram : Porte de Versailles

organisées par  
**Groupe Commune de Paris 1871**

Programme détaillé sur notre blog :  
<http://federation-anarchiste-groupe-commune-de-paris.over-blog.com>

## LA CNT C'EST QUOI ?

**UN SYNDICAT !** Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. Parce qu'elle est directement issue du peuple et qu'elle représente ses intérêts.

**DE COMBAT !** Parce que les intérêts des travailleur-euses s'opposent radicalement aux intérêts du capitalisme. Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation.

**AUTOGESTIONNAIRE !** Parce que les décisions doivent être prises à la base. Parce que nous appelons à l'auto-organisation des luttes. **SOLIDAIRE !** Parce que les hiérarchies (salaires, fonctions, statuts) s'opposent à une société égalitaire et autogérée. Parce que seules la réflexion et l'action interprofessionnelles permettent d'éviter le corporatisme. **ANTICAPITALISTE !** Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons les orienter pour le bien de toute la collectivité et non pour l'ambition démesurée de quelques-un.es. C'est pourquoi nous pensons que le syndicalisme doit être porteur d'un projet pour une société plus juste, plus égalitaire, plus libre... Un projet révolutionnaire. Puisque personne ne travaille à ta place, que personne ne décide à ta place !

# ON VA LEUR FAIRE REGRETTER LES CASSEROLES



Confédération Nationale du Travail - 33 rue des Vignoles - 75020 Paris  
contact@cnt-f.org - www.cnt-f.org